Communiqué de l'Intersyndicale du 18/11/2026

Depuis plusieurs semaines, le mouvement social s'ancre dans la durée à Nice. Après les appels syndicaux à la grève et aux manifestations du 29 septembre pour les salaires et les services publics, puis ceux du 6 et du 13 octobre en soutien aux mobilisations lycéennes et étudiantes, les manifestations des samedis 17 et 24 octobre contre la vie chère ont prolongé cette dynamique.

Dans des cortèges déterminés et festifs, salarié·es, jeunes et retraité·es ont porté des revendications communes : augmentation des salaires et des pensions, justice sociale et fiscale, renforcement des services publics et transition écologique à la hauteur des enjeux. Le rejet des idées d'extrême droite, du racisme et des violences policières, ainsi que la défense des libertés fondamentales, se sont également exprimés avec force.

Les manifestations des 17 et 24 octobre ont toutefois été marquées par des violences, des interventions policières que nous dénonçons comme disproportionnées et de graves défaillances dans la protection des manifestant·es face aux agissements de groupes violents, notamment d'ultradroite. Pour contribuer à la sécurité des cortèges, Solidaires a déclaré la manifestation du 31 octobre, avant que la CGT et la FSU ne s'associent à cette démarche pour les deux samedis suivants.

Cette démarche s'est heurtée aux restrictions injustifiées imposées aux parcours déclarés, dans un contexte de remise en cause préoccupante du droit de manifester. Le 22 octobre, Emmanuel Macron annonçait vouloir faire interdire les manifestations organisées par des personnes qu'il jugeait dépourvues de « légitimité » et proposer aux syndicats des itinéraires alternatifs pour protéger les centres-villes. Nous contestons fermement cette conception du droit de manifester : ni la qualité des organisateurs ni la volonté d'écarter les cortèges des centres-villes ne sauraient justifier des restrictions systématiques à cette liberté fondamentale.

Ces déclarations, comme la répression de certaines mobilisations, témoignent d'une dérive autoritaire extrêmement préoccupante. À Nice, l'action unitaire de nos organisations a néanmoins permis d'obtenir le retour des cortèges sur l'avenue Jean-Médecin, mardi 17 novembre. Nous continuerons à défendre sans relâche la liberté de manifester.

Les mobilisations se poursuivent, notamment avec le rassemblement des retraité·es jeudi 19 novembre à 10 h, place Garibaldi à Nice, pour la défense de leur pouvoir d'achat, de leurs pensions et des services publics.

Pour le samedi 21 novembre, nos organisations font le choix de ne pas déposer de parcours de manifestation, répondant à la demande des organisations de jeunesse. Ce choix ne traduit aucun retrait de notre engagement, bien au contraire : il témoigne de notre volonté de respecter leur initiative et de soutenir la dynamique de mobilisation qu'elles portent. Nos organisations réaffirment leur plein soutien aux revendications des lycéen·nes et des étudiant·es pour de meilleures conditions d'études, un accès égalitaire aux formations et le refus de la sélection. Dans le respect de l'autonomie des organisations de jeunesse, elles demeurent déterminées à renforcer les solidarités et les convergences au sein du mouvement social.

Les journées de grève intersyndicales et les manifestations du samedi ont remis au premier plan les questions du pouvoir d'achat, du partage des richesses et des choix budgétaires. Mais les réponses du gouvernement et du patronat restent largement insuffisantes face à l'urgence sociale et écologique. Nos revendications exigent une rupture avec les politiques d'austérité et d'autres choix économiques et budgétaires.

La CGT, la FSU et Solidaires appellent les travailleuses et les travailleurs à poursuivre leur engagement et à renforcer le mouvement social, notamment par la grève. Nos organisations continueront à agir dans l'unité pour construire le rapport de force nécessaire à de véritables avancées sociales.

Salarié·es, jeunes, étudiant·es, retraité·es : nos revendications convergent, nos combats se rejoignent ! Ensemble, poursuivons le combat pour la justice sociale, les libertés fondamentales, les solidarités et un avenir vivable pour toutes et tous !